

## C'est le gouvernement du «yaka»

Marc Simeth, Président du Cartel intersyndical de la fonction publique

TdG du 10.10.2018



Chaque année, la présentation du projet de budget annonce des mesures d'économie et comme chaque fois ces dernières années, le Conseil d'État (CE) s'en prend aux employés de l'État, les utilisant comme variable d'ajustement budgétaire. Les fonctionnaires sont choqués de voir l'incommensurable mépris qui leur est prodigué par les sept sages depuis leur tour d'ivoire.

Après les élections, on nous avait dit que les choses allaient changer, que le dialogue et la négociation allaient être privilégiés, qu'un vent nouveau allait souffler, blabla. Or, depuis que le nouvel Exécutif est en place, une contrôleuse interne a été licenciée pour avoir fait son travail de contrôle, des employés de l'État malades ont vu leur droit au traitement de 730 jours être bafoué, les salariés sont appelés à choisir parmi sept mesures d'économie qui vont les impacter fortement et durablement (quel membre va-t-on amputer, le bras ou la jambe?) et maintenant on nous présente un projet de budget 2019 avec des économies de 79 millions sur le dos de la fonction publique **et un plan financier quadriennal (PFQ) 2019-2022 avec des économies prévues à 281 millions.** Alors non, au Cartel, on ne sent pas le changement.

L'emballage a changé mais le produit reste le même: l'austérité, encore et toujours, parce que les gouvernements successifs favorisent la population la plus aisée. À Genève, les recettes fiscales ne couvrent plus les charges parce que l'on a grandement baissé la fiscalité et que l'on ne fait pas payer de manière juste et équitable la partie la plus riche du canton (sinon ils vont tous s'en aller à Nyon!). Ah, la politique du copinage. Le plus fou de cette histoire, c'est que le PFQ 2019-2022 ne prend même pas en compte le désastre qu'occasionnera la Loi relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA), que je préfère appeler la Rodomontade fiscale favorisant l'avarice, validée par les Chambres à Berne (-500 millions de recettes fiscales pour Genève).

De qui se moque-t-on? Comment se sentent les salariés de l'État après cette nouvelle démonstration de mépris? Je crois pouvoir dire que le ras-le-bol est général et que le moral est au plus bas (ce qui n'est pas bon car toutes les études libérales prouvent que la productivité d'un salarié heureux est bien meilleure). Après s'en être pris aux heures de travail en 2015, on s'en prend maintenant au salaire et au pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Mais a-t-on au moins réfléchi à l'impact de ces mesures iniques sur la fiscalité et la consommation à Genève? Même pas. C'est le gouvernement du «yaka». On n'arrive pas à boucler le budget? «Yaka» prendre l'argent dans la poche des fonctionnaires. Il faut capitaliser la CPEG parce que les Exécutifs précédents ne l'ont pas fait? «Yaka» augmenter les cotisations des employés. La dette augmente? «Yaka» couper dans les prestations à la population. Jusqu'à quand la politique du «yaka» sera-t-elle la pierre angulaire des décisions prises à Genève?